

SEANCES DU MERCREDI 22 NOVEMBRE 1989
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 22 NOVEMBER 1989

ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1990.

Projet de loi contenant le budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1990.

Discussion générale (Reprise). — Finances. — *Orateurs*: MM. de Clippele, Appeltans, Boël, M. Schiltz, Vice-Premier ministre et ministre du Budget et de la Politique scientifique, Mme Delruelle-Ghobert, p. 530.

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1990.

Discussion et vote d'articles, p. 539.

Aux articles 11 et 13: *Orateur*: Mme Delruelle-Ghobert, p. 542.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERPEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1990.

Ontwerp van wet houdende de Algemene Uitgabenbegroting voor het begrotingsjaar 1990.

Algemene beraadslaging (Hervatting). — Financiën. — *Sprekers*: de heren de Clippele, Appeltans, Boël, de heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid, mevrouw Delruelle-Ghobert, blz. 530.

Ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1990.

Beraadslaging en stemming over artikelen, blz. 539.

Bij de artikelen 11 en 13: *Spreker*: mevrouw Delruelle-Ghobert, blz. 542.

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 45 m.
De vergadering wordt geopend te 19 h 45 m.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSMIDDELEN-
BEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1990

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE ALGEMENE UIT-
GAVENBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR
1990

Hervatting van de algemene beraadslaging

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES VOIES
ET MOYENS POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1990

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET GENERAL
DES DEPENSES POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1990

Reprise de la discussion générale

De Voorzitter. — Wij hervatten de algemene beraadslaging over de ontwerpen van wet betreffende de Rijksmiddelenbegroting en de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1990, afdelingen Rijksschuld, Financiën, Dotatiën, Dotatiën aan de Gemeenschappen en Gewesten.

Nous reprenons la discussion générale des projets de loi relatifs au budget des Voies et Moyens et au budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1990, sections Dette publique, Finances, Dotations, Dotations aux Communautés et Régions.

La parole est à M. de Clippele.

M. de Clippele. — Monsieur le Président, lors du contrôle budgétaire de 1989, le solde net à financer représentant le déficit de l'Etat national, des Régions et des Communautés s'élevait à la somme de 405 milliards de francs.

Pour le budget 1990, vous prévoyez le même déficit, soit 6,9 p.c. du produit national brut. Vous partez du principe que l'effet « boule de neige » est cassé parce que la croissance nominative du produit national brut correspond à environ 7 p.c.

* Nous vivons actuellement une période troublée. Des risques de récession se profilent, aussi bien en Belgique qu'à l'étranger. Notre PNB risque donc de ne plus être aussi élevé à l'avenir.

Depuis quelques années, les pays voisins ont ramené leur solde net à financer à environ 4 p.c., mais l'objectif visé est d'atteindre un taux inférieur.

Sans tomber dans un pessimisme exagéré, je crains que la Belgique, face à une récession, à des intérêts en hausse et à un retour de l'inflation, ne fasse fausse route puisque le solde net à financer de 6,9 p.c. sera alors trop élevé.

Si le déficit projeté pour 1990 s'élève à 405 milliards, l'Etat national connaîtra en réalité un déficit de 428 milliards et les Régions et Communautés un déficit de 57 milliards, soit au total 485 milliards.

Compte tenu du déficit projeté de 405 milliards, il subsiste un « trou » de 80 milliards à combler. Le gouvernement propose des mesures à cet effet, d'une part, en augmentant les recettes et, d'autre part, en diminuant les dépenses.

Sur le plan des recettes, vous proposez d'imposer les particuliers à concurrence de 7 milliards en n'appliquant pas, à titre provisoire, l'indexation du précompte professionnel. Il s'agit donc d'une augmentation dans le chef des particuliers alors que dans la réforme fiscale du 8 décembre 1988, le gouvernement de l'époque avait mis l'accent sur le fait que la réforme fiscale serait neutre. Il s'agit là d'une première entorse à votre projet.

Vous faites également, en l'occurrence, une entorse à la loi Grootjans du 1^{er} août 1985 qui prévoyait l'indexation intégrale de l'impôt des personnes physiques.

Pour augmenter les recettes, vous comptez imposer, à raison de 10 milliards, les sociétés et les PME et vous projetez de supprimer l'immunisation des 150 000 francs par travailleur supplémentaire, ce qui signifie qu'à long terme, le nombre de chômeurs augmentera, et que l'Etat devra alors intervenir par le biais d'allocations de chômage.

Si, d'un côté, vous avez l'intention de ramener le taux de taxation de l'impôt des sociétés de 43 à 41 p.c., vous supprimez par contre un certain nombre d'exonérations fiscales et vous imposez des plus-values.

Dès lors, si l'on établit une comparaison avec les autres pays de la CEE — n'oublions pas que dans deux ans, les frontières s'ouvriront —, on constate que la moyenne du taux de taxation des sociétés y établies est inférieure à la nôtre. Nos entreprises pourront donc plus difficilement faire preuve de compétitivité que celles des pays voisins.

Vous comptez également sur des recettes de 3 milliards à la suite de la vente d'immeubles, notamment celui de la belle ambassade belge à Tokyo qui vaudrait plus d'un milliard, les prix pratiqués dans cette ville étant particulièrement élevés.

Vous envisagez par ailleurs de vendre de l'or et d'augmenter les droits d'accises.

Personnellement, je ne suis pas opposé au principe même de l'augmentation de ces droits dans la mesure où un rééquilibrage est effectué entre l'imposition directe et l'imposition indirecte. En effet, notre pays connaît, dans ce domaine, un véritable déséquilibre puisque le taux global de l'imposition directe est de 62 p.c. alors que l'impact global de l'impôt indirect ne s'élève qu'à 38 p.c.

Je n'ignore pas qu'aucune règle n'a véritablement été établie en la matière dans les autres pays mais, de manière générale, on se base sur un équilibre de 50 p.c. pour les impôts directs et de 50 p.c. pour les impôts indirects. Pour respecter l'indispensable équilibre, si vous augmentez les droits d'accises, vous devez, en même temps, diminuer l'impôt indirect.

Cette augmentation aura, il faut le souligner, un impact sur l'index qui sera de 0,44 p.c. et qui se répercutera par une augmentation de 6 milliards au niveau des salaires, y compris ceux de la Fonction publique. L'Etat en subira donc inévitablement les conséquences.

Vous envisagez également une diminution des dépenses, notamment à raison de 11 milliards pour l'ONSS, mais vous ne tenez pas compte des 27 milliards dus par les mutuelles à l'INAMI et donc, indirectement, à l'Etat belge. Cette dette sera, j'en conviens, difficilement récupérable auprès des mutuelles, mais une partie pourrait, à mon sens, être récupérée.

Qu'en est-il de l'audit Andersen qui a prévu qu'une économie de 5 milliards pourrait être réalisée au niveau du fonctionnement des mutuelles ?

En ce qui concerne le coût des frais d'allocations de chômage, vous ne tenez pas compte non plus du plan Sainte-Anne qui prévoyait que les organisations syndicales supportant des frais à la suite du paiement des allocations de chômage verraient ces coûts diminuer de 5 p.c. Par la suite, votre gouvernement a décidé de récupérer ces 5 p.c. en accordant 600 millions de francs, puis 900 millions de francs, et enfin 250 millions, ce qui équivalait à un paiement de 1 milliard 250 millions, somme qui correspond approximativement au retour du cœur.

Vous avez également prévu, dans la diminution des dépenses, 20 milliards lors du rééchelonnement de la dette publique.

Je comprends que l'on puisse recourir à ce procédé une fois, mais le faire bisannuellement risque de mettre en cause le crédit de l'Etat, lequel aura, dans l'avenir, des difficultés à placer des emprunts.

Un certain nombre de mesures ont été oubliées, je n'en citerai qu'une, la suppression partielle des subsides économiques aux canards boiteux. Vous auriez pourtant, à ce niveau, pu réaliser des économies importantes. En 1987, dans le contexte d'une croissance économique lente, le gouvernement était parvenu à réduire le solde net à financer d'environ 2,9 p.c. par rapport au PNB, alors qu'en 1988 et en 1989 — peut-être le sera-t-elle en 1990 — la croissance économique moyenne est supérieure d'environ 3,5 p.c. et que la réduction du solde net à financer n'est que de 0,53 p.c. C'est ainsi que l'OCDE a pu dire que 1988 et 1989 étaient des années d'occasions perdues.

En effet, le produit intérieur brut a subi, en Belgique, la plus forte croissance des pays industrialisés de l'OCDE; le taux d'inflation a été le plus faible; l'indice de productivité a augmenté ainsi que la rentabilité des entreprises; le chômage a diminué et les excédents des échanges se sont toujours maintenus.

Quant à la dette publique, elle s'élève à 6 825 milliards, ce qui entraîne une charge d'intérêts de plus de 500 milliards par rapport au PNB. Autrement dit, la dette publique a une véritable hypothèque sur le PNB qui s'élève non pas à 100 p.c., mais à 115 p.c. et qui atteindra 135 p.c. dans les années à venir. Par rapport au produit intérieur brut, elle s'élève à 121 p.c., soit le taux le plus élevé après l'Irlande.

M. Verplaetse, gouverneur de la Banque nationale et intime de M. Martens, a d'ailleurs souligné que cet assainissement durera douze à quinze ans si nous maintenons ce rythme de croisière.

Dans une revue financière, lue par de nombreux actionnaires, *Business Swing-Trends*, on pouvait lire: « L'incapacité du gouvernement à régler les problèmes budgétaires devient inquiétante. On nous prévient froidement qu'il faudra dix à quinze ans pour ramener le déficit à un niveau acceptable, dix à quinze années de vaches maigres et de taux d'intérêt élevés nous attendent. Il faut redouter à la fois un ralentissement général de l'activité économique et des remous sociaux dans le secteur public. Notre monnaie reste menacée et la volonté politique de s'attaquer au fond du problème est, pour le moins, incertaine. Il n'y a toujours pas de raison de considérer le franc belge comme une monnaie d'investissement vraiment recommandable. »

The Financial Times souligne le manque de volonté politique réelle du gouvernement concernant l'assainissement des dépenses publiques.

Mijnheer de minister, een ander punt dat ik wens te berde te brengen, is de ontmoediging van de ambtenaren van de fiscale administratie. Ik heb veel contact gehad met die ambtenaren en zelfs met de voorzitter van het Syndicaat van de ambtenaren van de fiscale administratie. Elk jaar worden nieuwe fiscale wetten aangenomen, programmwetten, mammoetwetten, innovaties. Elk jaar wordt de fiscale wetgeving gewijzigd. De ambtenaren hebben het moeilijk om dat allemaal bij te houden, om alle wetten te begrijpen en vooral om ze toe te passen. In vele gevallen voelen ze zich ontwapend wanneer ze tegenover belastingplichtigen staan — ik denk vooral aan vennootschappen en belastingplichtigen met een hoog inkomen — die omringd zijn met fiscalisten die zich hebben gespecialiseerd in één of andere vorm van de fiscaliteit. Ambtenaren hebben het dus zeer moeilijk.

Ik heb zelfs gemerkt dat ze bijna geen hulpmiddelen hebben. Rekenmachines moeten zij persoonlijk aankopen en er is zeer weinig informatica. Nog een klein voorbeeld. Na de jongste kadastrale perekwatie van 1979 werden 300 000 reclamaties ingediend. De ambtenaren hebben dus 300 000 dossiers moeten behandelen. U moet begrijpen dat deze mensen ontmoedigd zijn. Ik wil er dus de nadruk op leggen dat de fiscale wetten vereenvoudigd moeten worden.

In Engeland zegt men *old taxes are the best*. Zowel de belastingplichtigen als de ambtenaren van de Financien zijn een aantal wetten gewend en die worden niet gewijzigd. De aanslagvoeten veranderen, de wetten niet. Dat maakt het gemakkelijker om ze te begrijpen. Vandaag heb ik in de krant gelezen — de minister heeft er tijdens de uiteenzetting van de heer Buchmann ook melding van gemaakt — dat in Cyprus voor de vennootschappen een nieuw belastingstelsel werd uitgewerkt, waarbij slechts 10 pct. van de brutowinst automatisch wordt belast. Er zijn dus geen exonerationen of aftrekken meer. Het is een klaar, duidelijk en eenvoudig systeem, zowel voor de belastingplichtige als voor de ambtenaar. Zelfs de Wereldbank heeft het bestudeerd en is van mening dat het een goede oplossing is.

Daaraan wil ik nog het volgende toevoegen. De filosofie van ons belastingstelsel is jammer genoeg niet gebaseerd op sociale rechtvaardigheid, maar op het feit dat het deficit moet worden aangevuld. Met andere woorden, als er één put is, moet men die dempen.

Je conclus, monsieur le ministre. Le gouvernement précédent avait élaboré un projet de réforme fiscale diminuant la fiscalité d'environ 90 milliards, montant compensé, pour un quart, par de nouveaux impôts et, pour trois quarts, par des limitations de dépenses ainsi que par des rentrées fiscales supplémentaires dues à un surcroît de dynamisme des travailleurs, des employés et des cadres, stimulés par cette diminution de la fiscalité.

La réforme fiscale de M. Maystadt, en date du 8 décembre 1988, a été conçue sur une base neutre. Il l'a signalé à grand renfort de publicité.

Or, je constate aujourd'hui que ce n'est pas le cas puisque vous faites déjà deux entorses: d'une part, la non-indexation des tranches d'imposition au précompte professionnel et, d'autre part, l'augmentation prochaine de 7 milliards de l'impôt et des particuliers et des sociétés. Finalement, la fiscalité sera plus

importante encore, sans compter la fiscalité indirecte qui augmente également.

Votre politique est celle du coup par coup. La seule idée du gouvernement est de boucher les trous. Pour le reste, vous menez une politique tout à fait laxiste que je ne trouve absolument pas sérieuse, monsieur le ministre. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Appeltans.

De heer Appeltans. — Mijnheer de Voorzitter, gezien het gevorderde uur zal ik niet ingaan op al de standpunten, die hier vandaag zijn naar voren gebracht. Ik wil alleen enkele punten beklemtonen.

Er wordt nu gewerkt met een nieuwe begrotingsprocedure. Aldus legt de regering ter goedkeuring een algemene en dus enige uitgavenbegroting voor. Die wordt opgedeeld in diverse programma's. Een nauwkeurig tijdschema regelt de werkzaamheden. Wij zitten nu volop in dit proces. Aan de hand van de werkzaamheden in de bijzondere commissie kan men enkele beschouwingen formuleren.

De commissievoorzitter, de heer Egelmeers, heeft zich uitstekend van zijn taak gekweten, onder meer door de strikte naleving van het tijdschema. Het gevolg daarvan was dat de twintig deelbegrotingen meestal op een drafje werden afgewerkt. Hierbij kunnen ernstige bedenkingen worden gemaakt of de begrotingen wel grondig werden besproken.

De wet had immers tot doel het dagelijks beheer van de begrotingen te vereenvoudigen en te rationaliseren. Men is daarin geslaagd. Tegelijkertijd beklemtoont de wet de noodzaak van een efficiënte controle door het Parlement. In hoeverre is men daarin geslaagd? Heeft de Senaat haar fundamentele en democratische rol als goedkeurder en controleur van de begroting opnieuw gespeeld?

Het is natuurlijk een ongelooflijk winstpunt dat na al die jaren de minister van Begroting zich aan zijn belofte heeft gehouden om bij de bespreking van de begroting van 1990 een gevulde boterhammendoos aan te bieden. In het verleden waren de boterhammen vaak reeds opgegeten bij de bespreking. Wij wensen hiervoor de minister van Begroting, evenals alle andere regeringsleden die hiertoe hebben bijgedragen, te feliciteren.

De Senaat zal er moeten over beraadslagen hoe deze besprekingen in de toekomst op een zinvolle wijze kunnen gebeuren.

Volgens het commissieverslag en volgens de uitleg van de minister is het sneeuwbaaleffect van de rentelasten gestopt. Dit werd eveneens bevestigd door de Nationale Bank. Wij zijn bereid deze vaststelling te aanvaarden. Het heeft weinig zin om daarover een discussie aan te gaan.

Het stoppen van het sneeuwbaaleffect van de rentelasten is echter een broos gegeven. Op het ogenblik kan men spreken van een positief resultaat, maar wij zullen in de toekomst genoopt zijn om verder te saneren en te besparen.

De rijksschuld is de nachtmerrie van iedereen die bezorgd is over de niet in te dijken groei ervan.

Tussen 1960 en 1970 nam de rijksschuld toe met 215,9 miljard. Tussen 1970 en 1980 bedroeg de toename 1 335 miljard. Van 1980 tot 30 juni 1989 bedroeg de aangroei van de rijksschuld 4 814,5 miljard, dit zal nog toenemen want het jaar is nog niet ten einde.

De 5 000 miljard zijn derhalve waarschijnlijk nu reeds overschreden. Daardoor zal de totale rijksschuld op 1 januari 1990 boven de 7 000 miljard stijgen.

Dit brengt mee dat België een enorme rentelast moet dragen. België is op dit gebied de koploper in de Europese Gemeenschap. Volgens de algemene toelichting bij het ontwerp zou de rentelast voor 1990 9 pct. van het bruto nationaal produkt bedragen en volgens de cijfers van de EG zelfs 10,7 pct. Onze schuld ligt hierdoor meer dan de helft boven het Europees gemiddelde. In de algemene toelichting wordt trouwens gezegd dat het tekort van de Belgische overheid in haar geheel ver boven het gemiddelde tekort van de Europese Gemeenschap ligt. Dit tekort is

uitsluitend te wijten aan de opgestapelde rentelasten, die in België zwaarder wegen dan in welke Europese lid-staat ook.

Terloops wil ik opmerken dat ik de kritische bedenkingen van sommige collega's die het vorig decennium lid waren van een regering, niet begrijp. Zij steken hun vinger vermanend op naar de minister. Is echter de huidige toestand niet het gevolg van wat door vorige regeringen tot stand is gebracht? Blijkbaar beseft men nu pas dat een gebrek aan verantwoordelijkheid in het verleden de grondslag is van de schuld die nu dag na dag blijft aangroeien. De toenemende rentelasten zullen een steeds groter overschot vergen van het primair saldo. België bevindt zich op dit vlak op het ogenblik met een overschot van 157,4 miljard bij de meest gunstige landen. Dit brengt echter automatisch mee dat bepaalde uitgaven zullen moeten worden verminderd en dat het effectief te gebruiken kapitaal ook zal verminderen. Het doet weinig ter zake of men dan spreekt van besparingen, saneringen of krimpbegrotingen. Het is alleszins een waarschuwing; men kan niet blijven besparen op het overheidsapparaat zonder de normale werking van het apparaat in gevaar te brengen. Er moet dus niet alleen worden gezocht naar een meer rendabele werking van de overheidsdiensten, maar regering en Parlement moeten ter zake ook een fundamentele keuze maken voor de toekomst.

De begrotingsdoelstellingen voor 1990 worden in deze begroting gerealiseerd. Dit werd hier vandaag herhaaldelijk bevestigd. Het stoppen van de rentelasten heeft men echter nog niet in de hand. Dit kan ook niet op korte termijn, indien de regering de andere doelstellingen van het regeerakkoord wil verwezenlijken.

Wij hebben op dat vlak ook vragen aangaande het beheer van het departement van Financiën. Er zouden 24 miljard minder ontvangsten zijn. Kan in die omstandigheden het departement met het personeel en de organisatie waarover het thans beschikt, zijn taken wel vervullen? Wij horen hier spreken over de ontmoediging van de ambtenaren en over fiscale spijstechnologie. Wat is het standpunt van de minister hierover?

Wij leven op het ogenblik in een periode van economische groei, maar stellen vast dat de ontvangsten die toch moeten toenemen, geen gelijke tred houden met die groei. Zo komen wij tot de paradox dat de winst die voortvloeit uit gunstige economische activiteiten, verdwijnt in een grotere toename van de rentelasten.

Collega Van Hooland zegde vandaag dat de enige belangrijke structurele ingreep in het financieringsmechanisme de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten is geweest. We wensen dit te beklemtonen.

Dit werk is trouwens nog niet af. Naast de verdere verfijning van de reeds bestaande wetten zie ik een financieel gunstiger evolutie weggelegd in de regionalisering van de sociale zekerheid, de landbouw en de ontwikkelings samenwerking.

Vlaanderen verwacht dan ook voor de toekomst nieuwe concepten waarmee de structuur van onze samenlevingsmodellen en het beleid kunnen worden bijgestuurd. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Boël.

M. Boël. — Monsieur le Président, nous disposons d'un document budgétaire qui répond aux attentes du Parlement, c'est-à-dire d'un document complet qui englobe les recettes et les dépenses et qui nous est présenté avant le début de l'année budgétaire. Ceci permet au Parlement d'exercer son rôle et de choisir ainsi la politique à mener. Ce document sera encore plus intéressant dans les prochaines années car il permettra de suivre l'évolution.

Il est extrêmement frappant de constater que l'évolution de la dette est caractérisée par le fait que les dépenses de l'Etat sont aujourd'hui largement inférieures à ses recettes, si l'on déduit l'intérêt de cette dette que nous devons pourtant supporter pendant très longtemps encore.

En cette année particulièrement bénéfique pour la Belgique, je regrette — et je rejoins en cela plusieurs de mes collègues — que le solde net à financer reste aussi élevé. Si l'on peut constater

une diminution en pourcentage, c'est uniquement grâce à l'évolution économique favorable qui a permis une augmentation considérable du PNB.

J'ai des craintes pour l'avenir. En tant qu'industriel, j'observe ce qui se passe autour de moi et suis très frappé par l'évolution sombre de la production industrielle et des résultats des sociétés aux Etats-Unis.

A cet égard, permettez-moi de vous donner un exemple qui me touche de très près: je constate que les livraisons de mon entreprise à la firme Caterpillar sont passées, en un mois, de trois à un camion de pièces diverses par jour, et cela n'a rien à voir avec la grève.

Le solde net à financer est la différence entre les recettes et les dépenses. Le gouvernement ne peut augmenter les recettes en raison de la réforme fiscale qu'il a mise en œuvre, des promesses qu'il a faites et des demandes de tous les contribuables, prisonniers d'un pays dont le taux de prélèvement est un des plus élevés. Quant aux dépenses, le gouvernement estime qu'il ne peut les diminuer et que sa marge de manœuvre est faible, et tout cela, dans l'Europe d'aujourd'hui et surtout dans la perspective de 1992, compte tenu des contraintes que cela implique, c'est-à-dire la disparition des discriminations et la liberté de circulation pour les biens, les personnes et les capitaux. Nous devons pourtant nous aligner sur nos voisins où le prélèvement est beaucoup plus faible.

Les recettes sont constituées par l'impôt, dépense que le contribuable déteste le plus, car il n'en voit pas très bien le résultat. De plus, il n'a pas le choix, il doit s'exécuter et ce, dans des conditions assez dures; nous connaissons tous la rigueur du fisc.

Le contribuable demande que l'on diminue le taux, qu'on le simplifie et qu'on lui épargne au maximum les discussions avec son receveur. A cet égard, je tiens à dire que le système qui scinde les frais professionnels déductibles, rend la vie extrêmement compliquée. Le contribuable demande également que l'Etat soit honnête et qu'il tienne ses promesses, ce qui n'est pas le cas, notamment en ce qui concerne l'indexation des barèmes fiscaux.

Par ailleurs, j'estime que le gouvernement manque d'imagination en matière de recettes. En effet, il serait très souvent possible d'obtenir que le contribuable contrôle, en quelque sorte, les impôts des autres.

Qu'est-ce à dire? A titre d'exemple, je citerai les sociétés. Elles ont le droit de déduire toutes les dépenses comme charges professionnelles. Par conséquent, les frais sont enregistrés sur la base de factures et celles-ci sont à la disposition du receveur qui peut aisément vérifier si l'avocat ou l'entrepreneur ont bien mentionné comme revenus les montants indiqués par les sociétés comme dépenses.

Pourquoi ne pas appliquer la même méthode aux individus et leur permettre de déduire, de leurs revenus immobiliers, les frais encourus pour l'entretien d'un bien? A cet effet, des factures dûment conformes devraient être produites.

Le particulier, quant à lui, exige la valorisation maximale de ses revenus et de ses placements. Il insiste pour profiter au maximum de toutes les possibilités offertes par la loi. Personnellement, en tant que libéral, j'applaudis des deux mains.

J'estime qu'une expression telle que « fuite des capitaux » doit absolument être rayée de notre vocabulaire. En Europe, il n'y a pas de fuite des capitaux, mais le placement de ceux-ci à l'endroit où ils rapportent le plus, et cela dans un respect total de la légalité.

Ce phénomène se manifeste non seulement au niveau des individus, mais aussi et surtout au niveau des sociétés. Leurs dirigeants ont le devoir de gérer au mieux les sommes qui leur ont été confiées par les actionnaires. Par conséquent, ils veilleront à chercher l'endroit où, en tenant compte des lois et de la fiscalité, cet argent donnera le meilleur rapport. De nouveau, il s'agit non pas d'évasion fiscale, mais de bonne gestion.

Nous assisterons à des déplacements massifs au sein de la nouvelle Europe. Devrons-nous nous aligner tous aux mêmes

taux et aux mêmes conditions? Non. Il doit y avoir une convergence car, finalement, un placement à l'étranger engendre des frais et une complexité supplémentaires et peut aussi entraîner certains désavantages tels qu'un taux fiscal légèrement plus élevé.

En ce qui concerne les droits d'accises, vous prévoyez une augmentation des recettes. De nouveau, nous devons accepter les contraintes européennes. Les discriminations ne peuvent pas exister. Les droits d'accises doivent être appliqués dans le même sens par tous et pour tous les produits. Partant, certaines entreprises rencontreront inévitablement des problèmes.

Les droits d'accises qui frappent le tabac et l'alcool sont repris à l'index. Leur majoration, qui entraîne une augmentation des salaires, des charges et des produits de base, doit-elle nécessairement affecter la rentabilité de nos entreprises? Personnellement, je considère qu'il faudrait avoir le courage de retirer le tabac et l'alcool de la liste des produits entrant en ligne de compte pour le calcul de l'index. Ce sont deux poisons qui tuent aussi sûrement et probablement en plus grand nombre que la drogue. Or, que je sache, cette dernière n'est pas intégrée dans ladite liste.

J'en viens à présent à la structure fiscale des sociétés. Quelles sont les critiques formulées par les sociétés, le monde industriel et financier à propos de votre projet de budget? Le changement de structure n'est pas apprécié. La structure fiscale est l'élément le plus important lors de la création et pour le développement d'une société. En effet, la taxe se prélève sur le bénéfice. Celui-ci étant très faible par rapport à la masse globale, l'importance de la taxe a une influence énorme sur le bénéfice qui subsistait. Pour croître, une société doit disposer de bénéfices importants.

Dès lors, il ne convenait pas de modifier, surtout rétroactivement, le système des RDT sur lequel sont basées la structure industrielle et la cohérence belges. Une telle modification constitue une véritable catastrophe, car elle enlève toute crédibilité à l'Etat et fait naître la méfiance. Or, si vous voulez continuer à développer la Belgique, à attirer des investisseurs, à créer des entreprises, il faut absolument que la confiance soit sauvegardée.

Je pense notamment à l'industrie électrique qui est basée sur un système de dividendes aux producteurs, dividendes considérés comme revenus déjà taxés. Vous modifiez ce système mis au point par un gouvernement voici vingt ans, en décidant de prélever 4 milliards au détriment des actionnaires des sociétés électriques auxquelles on interdit de répercuter cette perte sur les prix pratiqués aux consommateurs. Pourquoi alors que ce système a permis à la Belgique de disposer d'une industrie non subsidiée dans laquelle l'Etat n'est pas actionnaire, d'une industrie qui distribue régulièrement des dividendes et qui, par ce biais, paie des impôts sur les revenus? S'il s'agissait d'une personne privée, la Commission bancaire en aurait depuis longtemps référé au parquet et l'aurait assignée en justice.

Le déficit est la différence entre les recettes et les dépenses. Je ne suis pas d'accord avec vous sur le fait que les dépenses, notamment de gestion, ne peuvent pas être comprimées.

En tant que dirigeant d'entreprise, je sais ce que restructurer et moderniser signifient. Ces objectifs ne sont pas atteints par de grandes déclarations ou de grands programmes, mais bien par des programmes, des modernisations modestes, par l'introduction d'un petit ordinateur, par la standardisation de tel produit, par la suppression de tel département.

Permettez-moi de vous donner quelques exemples.

En Belgique, la situation de l'office qui se charge de l'immatriculation routière est épouvantable. Lors de l'achat d'une nouvelle voiture, vous devez immédiatement souscrire une assurance, payer les primes et introduire une demande pour l'obtention d'une plaque d'immatriculation. Or, le délai de réception de la plaque peut varier de huit jours à un mois, période pour laquelle vous payez l'assurance alors que vous ne pouvez pas utiliser votre véhicule.

On parle de moderniser et d'accélérer les procédures, mais personne n'a eu l'idée d'aller voir ce qui se passe dans les autres pays. En France, lors de l'achat d'une voiture, vous souscrivez

à une assurance et vous recevez, en même temps que les clefs, un formulaire rempli par le vendeur, de même que deux plaques d'immatriculation provisoire « WW », celles-ci restant valables pendant une quinzaine de jours, jusqu'au moment où le vendeur vous remet les deux plaques définitives. Il n'existe donc pas de plaques authentifiées, comme en Belgique, plaques qui ne sont d'ailleurs jamais vérifiées.

Quel est l'avantage du système français? Dès le moment où vous achetez la voiture, vous jouissez de sa pleine utilisation. Avec de l'imagination, je suis persuadé qu'il est possible de revoir le système belge en fonction des exemples de l'étranger.

Un autre exemple est celui de la Régie des Bâtiments dont on se demande si elle doit encore exister.

Pourquoi une Régie des Bâtiments au sein du ministère des Travaux publics, alors qu'il n'existe plus de travaux publics? Ne vaudrait-il pas mieux que chaque département s'occupe lui-même de l'entretien de ses bâtiments et qu'un corps d'inspecteurs vérifie les travaux? Je suggère également que les travaux ne soient pas réalisés par des agents de l'Etat, menuisiers ou électriciens, mais par des corps de métier locaux qui sont beaucoup plus disponibles et qui pratiqueraient certainement, grâce à la concurrence, des prix plus bas.

En outre, ce département est chargé d'installer et de contrôler les ascenseurs. Ne serait-il pas à nouveau souhaitable que l'Etat fasse appel, comme n'importe quel propriétaire, à des corps de métier locaux plutôt qu'à un organisme de fonctionnaires? Ne vaudrait-il pas mieux que le contrôle soit effectué par des institutions agréées, de façon que l'Etat ne soit pas en même temps juge et partie?

La privatisation constitue une autre façon de réaliser des économies. Je suis contre la privatisation dogmatique à tout prix, mais j'estime que, dès que des possibilités de concurrence existent et que rien n'oblige à maintenir un service coûte que coûte ou qu'aucun monopole ne s'y oppose, il faut privatiser. Il faut donner l'occasion à l'industrie privée — qui est dynamique — de montrer ce dont elle est capable, ce qui ne peut que favoriser la création et le développement des PME.

Vous rétorquez que cette attitude entraînera une diminution du nombre de fonctionnaires, ce qui est vrai. Cependant, ce transfert générera une activité de loin supérieure car il permettra à l'Etat de se concentrer sur ce qui est sa fonction principale: les secteurs monopolisés où toute concurrence est absente.

Prenons le cas du téléphone. L'Etat est en charge du réseau, des centraux et des raccordements chez les particuliers. En fait, les appareils devraient être fabriqués dans le privé, car l'imagination, le dynamisme et la concurrence jouent un rôle important.

En outre, cela contribuerait à promouvoir l'emploi, car il est certain qu'un même individu ne peut envisager toutes les possibilités. Si des personnes du monde entier vous fournissent toutes sortes d'appareils différents et que vous pouvez choisir ce qui vous convient le mieux, vous aurez beaucoup plus envie d'installer le téléphone et de vous en servir que si vous devez vous contenter de l'appareil tel qu'il vous est livré par la Régie.

De plus, l'Etat pourrait alors vraiment développer ses centraux, améliorer ses liaisons, et les raccordements seraient effectués beaucoup plus rapidement. Aux Etats-Unis, un raccordement est réalisé dans un délai d'un jour maximum, malgré le fait que les sociétés privées qui s'en occupent soient, pour la plupart, monopolistes.

Dans notre pays, il faut attendre des semaines, voire des mois. En outre, si les raccordements sont effectués rapidement et que le dynamisme auquel j'ai fait allusion se manifeste, le réseau sera davantage utilisé et, dès lors, valorisé et, surtout, l'Etat recevra alors beaucoup plus d'argent.

En développant le volume et en réduisant les dépenses, vous arriverez à réaliser des économies et vous fournirez ainsi un meilleur service.

En résumé, une bonne dose d'imagination et une privatisation plus poussée — sans aller jusqu'à une privatisation

dogmatique — sont nécessaires pour réduire les dépenses. Comme je l'ai dit, la privatisation peut permettre le développement des PME. Par ailleurs, le personnel de l'Etat, moins nombreux, pourrait être mieux payé et pourrait se concentrer sur ce qu'il maîtrise parfaitement.

Je tenais à émettre ces quelques considérations à propos de votre budget. J'ai très peur, car il est conduit par une majorité similaire à celle qui, dans les années 70, a permis l'augmentation de la dette. J'espère que les événements me donneront tort. En attendant, il s'agit beaucoup plus d'un budget de statu quo que d'un budget de progrès — ce que les nouvelles techniques nous laissent espérer — et je ne pourrai pas l'approuver. *(Applaudissements.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Schiltz.

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Mijnheer de Voorzitter, sta mij toe in de eerste plaats de rapporteur en de talrijke sprekers te danken voor hun bijdrage aan dit constructief en interessant debat over onze rijksbegroting in haar nieuwe vorm.

Ik wil kort handelen over de nieuwe procedure en de nog jonge ervaring die we daarmee hebben opgedaan. Zowel de heer Didden als mevrouw Herman en de heren Seeuws, Poulet, Hatry en Appeltans hebben dit onderwerp te berde gebracht. Reden te meer dus om vast te stellen dat Kamer, Senaat en misschien ook het Rekenhof dringend gezamenlijk een evaluatie moeten maken van de nieuwe begrotingsprocedure, om na te gaan welke verfijningen met het oog op volgend jaar moeten worden aangebracht, wenselijk en nodig zijn.

Wij moeten een juist evenwicht vinden tussen enerzijds, de nieuwe conceptie van programmabegroting en anderzijds, de specificiteit van de parlementaire controle over het detail van de uitgaven. Het mag niet zijn dat het nieuwe systeem van de programma's in feite hetzelfde wordt als de vroegere departementale begrotingen zoals die in het Parlement werden ingediend. Er moet wel degelijk een grotere synthese te voorschijn komen, anders schieten we ons doel voorbij.

Dat wil nog niet zeggen dat deze programma's dermate vaag en dermate algemeen mogen zijn dat de parlementaire controle erdoor zijn zin zou verliezen. Het is een kwestie van evenwicht. Maar u mag het mij niet ten kwade duiden dat ik de voorrang heb gegeven aan de uitdaging om dit jaar reeds vóór nieuwjaar met de rijksbegroting klaar te zijn, liever dan de gewenste perfectie in de presentatie na te streven. Wij zullen gezamenlijk met het Parlement het juiste evenwicht moeten zoeken.

De heer Poulet heeft benadrukt dat wij met de nieuwe methode zelfs in staat zouden moeten zijn om de juiste kostprijs van een aantal functies van de Staat preciezer te berekenen. Hij heeft gezegd dat voor een aantal prestaties specifieke inkomsten bestaan die niet via de rijksmiddelen transiteren. Dat zou volgens hem ook uit de begroting moeten blijken. Het is een aspect dat te maken heeft met het probleem van de begrotingsfondsen. Het was de wens van het Parlement dat we deze fondsen zoveel mogelijk zouden afschaffen en dus dat alle inkomsten via de rijksmiddelen transiteren.

De administratie van Begroting wijdt op het ogenblik een diepgaande studie aan dit probleem. Het zal natuurlijk niet mogelijk zijn alle fondsen af te schaffen. Een aantal zullen moeten blijven bestaan en door het Parlement bij organieke wet worden heropgericht. Het wordt in elk geval een delicaat werk. Zodra mijn administratie klaar is met deze studie, zal ik de resultaten daarvan voorleggen aan de verenigde commissie van Kamer, Senaat en Rekenhof. Zij zal zich over deze resultaten kunnen buigen vooraleer tot de schrapping of oprichting van fondsen bij organieke wet over te gaan.

Mevrouw Herman had bedenkingen bij de procedure en vond het eigenlijk onbehoorlijk dat een Rijksmiddelenbegroting en Uitgavenbegroting worden goedgekeurd vóór de indiening van de programmawet bij het Parlement. Ik geef toe dat ikzelf soms bedenkingen heb bij de formule van de programmawetten, maar

ik vraag mij af hoe een moderne Staat met onze conceptie over de taak van de wetgevende macht anders kan werken, tenzij hij overschakelt op het systeem van volmachten. Zo wordt in Frankrijk bijvoorbeeld 95 pct. van de begroting uitgevoerd met decreten van de uitvoerende macht. Eenmaal de begroting is aangenomen, speelt de uitvoerende macht daar de rol van onze wetgever. Dit is een nog minder goed systeem.

De formule van de programmawet is in onze snel evoluerende maatschappij wellicht de enig mogelijke die ons toelaat tijdig de nodige maatregelen te treffen opdat de begrotingen kunnen worden uitgevoerd.

Het is echter niet te realiseren om naast alle inkomsten- en uitgavenbegrotingen tevens alle wetgevende teksten die de uitvoering van die begrotingen mogelijk moeten maken, onmiddellijk na het zomerreces in te dienen. Dat is ook niet noodzakelijk. Door de goedkeuring van de begroting geeft het Parlement de regering de toelating om bepaalde uitgaven te doen.

Het aannemen van de begroting houdt tevens de goedkeuring in van een programma, want in de begroting maakt de regering haar intenties bekend voor het volgend jaar op het gebied van inkomsten en uitgaven. Zij licht ons, via de algemene toelichting, bovendien in over de zin van de maatregelen die worden voorgesteld om de begroting uitvoerbaar te maken. De programmawet is de technische vertaling van die politieke programmaverklaring in juridische teksten. Het Parlement kan die programmawet gerust bespreken na goedkeuring van de begroting. Dit past trouwens in de politieke machtiging die aan de regering wordt verleend door het goedkeuren van de begroting. Dit wat de procedure betreft.

De kern van het budgettaire probleem wordt vanzelfsprekend gevormd door de inkomsten en uitgaven, de evolutie van beide en het saldo ervan.

Laat mij eerst een woord zeggen over de uitgaven. Een aantal sprekers hebben daarover behartenswaardige dingen gezegd. Mag ik er uw aandacht op vestigen dat wij om de begrotingsdoelstellingen te bereiken, maatregelen hebben voorgesteld ten belope van 80 miljard, wat minder is dan de aangroei van de rentelast tussen 1989 en 1990? Wij moeten in 1990 meer dan 80 miljard supplementaire uitgaven doen uitsluitend als gevolg van de aangroei van de schuld. Desondanks hebben wij het netto te financieren saldo in nominale termen op het niveau kunnen houden van dat van de begroting 1989. Dit wil zeggen dat op het vlak van de niet-rentegebonden uitgaven een formidabele inspanning werd gedaan.

Het primair saldo, dit is het saldo van inkomsten en uitgaven zonder rekening te houden met de rentelast — dus de reële werkingskosten van de overheid, investeringsuitgaven, transfers naar bedrijven en naar gezinnen — bedraagt 157 miljard. Dit is het grootste primair saldo in de Belgische begroting sinds 20 jaar. Met deze cijfers voor ogen begrijp ik niet goed de kritiek dat deze begroting geen voluntaristische begroting zou zijn en dat er geen inspanningen zouden worden geleverd. Zowel in nominale als in reële termen wordt met deze begroting integendeel één van de grootste besparingsinspanningen geleverd.

Vermits men toch zo graag de vergelijking maakt van de huidige begroting met de wonderbegroting van 1987, wil ik aanstippen dat men wanneer men de evolutie in reële termen van 1986 tot 1987 vergelijkt met de inspanning, eveneens in reële termen, van 1989 tot 1990, vaststelt dat de huidige inspanning veel groter is dan die van 1987.

Ik heb dit in de Kamer voor het eerst bekendgemaakt. Niemand had voordien die oefening gemaakt en het is niet verwonderlijk dat daarover groot tumult is ontstaan, want het was een demystificatie van bepaalde vergelijkingen, die sommigen niet zint.

Certes, comme l'a déclaré M. Boël, on peut toujours chercher à réaliser encore plus d'économies. Il est évident que dans un grand organisme comme l'Etat subsistent toujours des postes de dépenses dans lesquels il est possible de « raboter » encore un peu. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'après pratiquement dix ans d'austérité et d'économies, on ne peut poursuivre à

l'infini la diminution des frais de fonctionnement et des investissements, car cela reviendrait à supprimer une série de fonctions de l'Etat.

Je comparerais ce traitement à une cure d'amaigrissement. Les premiers kilos demandent peu d'efforts, les derniers, au contraire, sont généralement les plus difficiles à perdre. (*Sourires.*) J'illustrerai mes propos par quelques comparaisons européennes.

Inzake de inkomsten wordt er van diverse zijden op gewezen dat wij leven in een periode van hoogconjunctuur en dat bijgevolg de vruchten van deze hoogconjunctuur ons moeten toelaten nog fors te saneren in de begrotingen dan wij reeds doen. De heren Boël en Hatry hebben hierover gesproken en de heer Appeltans heeft in dit verband vragen gesteld.

Ik wens hierin klaarheid te brengen en zal u enkele cijfers verstrekken die zeer betekenisvol zijn. Voor de ontvangsten neem ik het bedrag dat bij de budgetcontrole in het voorjaar werd bepaald na herziening omwille van de hoogconjunctuur die wij in de zomer van vorig jaar niet konden voorzien. Wij zijn eerlijk geweest en hebben bij de budgetcontrole rekening gehouden met de hoogconjunctuur die ons een aantal supplementaire middelen zou opleveren.

Deze bijkomende middelen, gepaard met de 12 miljard schraping van uitgaven, moesten het ons mogelijk maken het netto te financieren saldo onder de 7 pct. te brengen, lager dan de streefnorm die de regering in het regeerakkoord had vooropgesteld. Wij stellen echter vast dat volgens de meest recente ramingen, deze ontvangsten van de Staat 23 miljard onder de berekening van de budgetcontrole zullen blijven. De berekeningen van de budgetcontrole waren helemaal niet fantasisch, maar zijn gebeurd volgens de meest klassieke macro-budgettaire benaderingen. Wij hebben de groei genomen. Wij hebben, uit voorzichtigheid, het cijfer 1 genomen als elasticiteitscoëfficiënt van de inkomsten en niet 1,2 zoals de Nationale Bank en het Planbureau dit in het verleden steeds hebben gedaan. Onze raming was dus zeer conservatief en wij hebben die toegepast op de fiscale massa zoals ze bekend was. Dit zou ons 1 718 miljard inkomsten hebben moeten opleveren.

In werkelijkheid zullen de inkomsten waarschijnlijk slechts 1 695 miljard bedragen, dit wil zeggen 23,2 miljard minder dan wat volgens de ramingen mocht worden verhoopt. En dan maak ik er nog geen gewag van dat de conjuncturele situatie waarmee wij bij de budgetcontrole rekening hebben gehouden ondertussen zelfs is verbeterd. De werkelijke groei is nog groter dan de cijfers die wij bij de budgetcontrole hebben gehanteerd. Dus de inkomsten zouden nog hoger moeten liggen. Bijgevolg is er aan de kant van de inkomsten bij de Staat een verlies niet van 23 miljard, maar een verlies dat waarschijnlijk 40 à 45 miljard zal belopen ten opzichte van de normale ramingen.

Ik weet wel dat men dit in bepaalde milieus niet graag hoort, maar het zijn realiteiten waar men niet omheen kan. Laat ons eerlijk zijn, indien zoals alle vorige jaren, de macro-budgettaire ramingen zouden worden bewaarheid, zouden wij in 1989 geen budgettaire probleem hebben en dan zou ik nu reeds met absolute zekerheid kunnen aankondigen dat hoe dan ook het budgettaire doel zal worden bereikt, en zelfs zal worden overtroffen, en dat het netto te financieren saldo niet 405, maar wellicht 395 miljard zal bedragen. Ik zou dan de gelukkigste begrotingsminister zijn sedert decennia in ons land. Het is enkel ingeval het ontbreken van de inkomsten die wij normaal mochten verwachten, dat nu een probleem ontstaat voor de begroting 1989.

Er is een dispuut geweest over de verschillende cijfers die door het VEV, het ACV, het VBO, het departement van Financiën en mijn departement van Begroting werden verstrekt. De studiedienst van het departement van Financiën heeft zo pas ter zake een studie beëindigd die trouwens volgende week zal worden gepubliceerd.

Ik citeer daaruit: « De reële aanslag in de vennootschapsbelasting ten opzichte van de belastbare winst neemt in het aanslagjaar 1988 plots sterk af in vergelijking met de vorige vijf aanslagjaren. Dit verschijnsel is de jongste weken en maanden verschillende keren vanuit de regeringshoek gesignaleerd om

de maatregelen uit het fiscale luik van de programmawet te verantwoorden. De reële belastbare basis, na verrekening van DBI's, na verliezen van vorige jaren, investeringsaftrek en specifieke aftrekken, schommelt in de periode 1983 tot 1987 tussen de 60 en de 63 pct. van de bruto belastbare winst. In 1988 zakt dat percentage plots tot 57,1 pct. De belastbare winst stijgt in 1988 ten opzichte van 1987 nochtans met 21,6 miljard frank, zijnde plus 4,7 pct., maar de aftrekken stijgen met 31,5 miljard, hetzij 18,2 pct. Per saldo vermindert de reële belastbare basis met 9,9 miljard, of 3,5 pct., en de globale belasting vermindert met 8,2 miljard, dit wat het dienstjaar 1988 betreft. Deze beweging heeft zich in 1989 met vergrote kracht doorgezet. » Dat is de realiteit.

Je ne puis que constater, monsieur Boël, sur la base de chiffres étudiés et vérifiés, que le fardeau fiscal dans le chef des entreprises pèse de moins en moins lourd depuis 1988.

Cette situation est surtout due au « rétrécissement » de la base imposable à la suite de l'usage accru de tous les moyens légalement mis à la disposition des entreprises pour alléger leur fiscalité. Prétendre que leur position se serait dégradée sur le plan fiscal, c'est donc en quelque sorte « nier la lueur du soleil ».

Lorsque le gouvernement demande aux entreprises une contribution de 10 milliards afin de poursuivre l'assainissement budgétaire, on ne peut le taxer d'exagération ni y voir un danger pour nos entreprises.

Het budgettaire probleem van ons land rijst niet zozeer aan de kant van de uitgaven. Daar hebben wij een ruim primair saldo gerealiseerd en hebben wij minder saneringsmaatregelen moeten nemen dan het bedrag van de stijging van de interestlasten, omdat wij de andere uitgaven precies zo goed in toom hebben gehouden.

U moet daaruit niet concluderen dat men nu het touw kan lossen en dat er aan de kant van de uitgaven geen uiterst strenge discipline aan de dag moet worden gelegd. Dat beweer ik helemaal niet en uit het slot van mijn uiteenzetting zal blijken dat wij nog een aantal jaren een zeer strakke begrotingspolitiek moeten blijven voeren.

Men moet dan echter wel weten hoe dit mogelijk is en welke politieke keuzen dit impliceert. Men maakt veel Europese vergelijkingen. De heer Appeltans heeft ernaar verwezen en de heer Boël heeft er vragen over gesteld. Ik raad de senatoren aan in het verslag van de Kamer de tabel na te kijken waarin de grote uitgavencategorieën van de Staat in Europees verband worden vergeleken. Ik kan deze tabel niet genoeg ter overweging aanbevelen.

Daaruit blijkt dat met betrekking tot de interestlasten onze begroting uiteraard de koploper is. Wij betalen 10,7 pct. van ons bruto nationaal produkt aan interestlasten. Dat geld dragen wij naar de banken, terecht overigens, want het is interest op schulden die wij hebben aangegaan. Het Europees gemiddelde bedraagt echter 4,5 pct. Wij betalen dus meer dan het dubbele.

Les frais de fonctionnement de l'Etat, ou frais généraux, comportent notamment les dépenses inhérentes à la fonction publique.

Le public se pose parfois des questions à propos de l'emploi de ces fonds.

Je constate que les frais de fonctionnement de notre Etat représentent 15,5 p.c. du PIB en Belgique tandis que la moyenne européenne atteint 17,7 p.c. du PIB. Cette moyenne comprend aussi les pays moins développés et moins industrialisés de l'Europe, tels le Portugal et la Grèce.

En ce qui concerne les investissements publics, je m'inquiète réellement; en effet, notre quota s'élève à 1,6 p.c. du PIB, mais la moyenne européenne atteint quant à elle 2,7 p.c. Il est clair que nous ne pourrions continuer à ce rythme pendant des années au risque de nous retrouver au même niveau que la Grèce et le Portugal dans le domaine des investissements publics, des télécommunications, des transports, etc. Ce ne serait certes pas intéressant pour le monde économique.

Betreffende de transfers naar de bedrijven, gezinnen en particulieren zitten wij duidelijk boven het Europees gemiddelde. Ik resumeer: wat de functies van de Staat zelf en de publieke investeringen betreft, zitten wij onder het Europees gemiddelde; voor de rentelast zitten wij ver boven het Europees gemiddelde, maar daar kunnen wij op korte termijn weinig aan doen.

Tenslotte is er nog het terrein van de transfers. Ik zeg dit niet om gemakkelijke effecten te bereiken en te beweren dat wij dan maar in de sociale zekerheid moeten snijden. Er is een collectieve reflectie nodig. Indien men op een redelijke termijn uit de gevaarlijke situatie waarin wij ons bevinden, wenst te geraken, zal men zorgvuldig alle transfers, zowel naar bedrijven als naar particulieren, opnieuw moeten evalueren, en selectiever te werk moeten gaan. Ik zie immers in de overheidsbegroting geen ander domein meer waarop wij aanzienlijk kunnen ingrijpen.

Nu wordt precies een eerste poging ondernomen om in de transfers te snijden. Een aantal fiscale mechanismen, die in feite een soort transfers zijn, worden teruggeschroefd. Als ik echter de reacties zie, die daarop ontstaan, dan hou ik mijn hart vast en vraag ik mij af waar er in België nog voldoende globale consensus is om de budgettaire operatie tot een goed einde te brengen.

Wanneer men Europese vergelijkingen maakt, moet men ook de produktiviteit van de Belgische bedrijven vergelijken. Ook de geografische ligging moet worden vergeleken. Deze en andere comparatieve voordelen kunnen immers sommige comparatieve nadelen compenseren. Men moet dus een globale Europese vergelijking maken. Deze mondt uit in een evaluatie van ons concurrentievermogen.

Volgens het jongste, tussentijds advies van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven ligt, niettegenstaande de kleine verschuiving ingevolge de stijging van de grondstoffenprijzen en de lichte stijging van de loonlasten — meestal ingevolge gesloten sectoriële akkoorden —, ons concurrentievermogen nog altijd boven het gemiddelde van onze buurlanden.

Ook inzake het openbaar ambt kan een Europese vergelijking worden gemaakt. De heren Hatry, Pouillet, Van Hooland en Boël hebben hierover zeer behartenswaardige opmerkingen geuit.

De situatie van ons openbaar ambt is een illustratie van de budgettaire impasse waarin wij zijn terechtgekomen.

Op het ogenblik zou België moeten kunnen investeren in een serieuze reorganisatie, een kwalitatieve verbetering, een intense begeleiding en een informatisering van het openbaar ambt. Er werden miljarden besteed aan de hardware. Deze hardware kan echter niet optimaal worden gebruikt omdat men diegenen die ze moeten bedienen niet kan betalen. In de privé-sector liggen de lonen thans immers aanzienlijk hoger.

Het openbaar ambt moet worden gerevaloriseerd. Dit is echter nu niet mogelijk, want dan komen de broze, budgettaire evenwichten opnieuw erg in gevaar.

De overheid is een bedrijf in moeilijkheden dat niet eens meer de cash-flow heeft om zijn eigen structurering — althans niet op korte termijn — te financieren.

Il faut y voir les suites de la méthode aveugle que l'on a suivie durant les cinq années précédentes: à force de procéder aveuglément à des coupes sombres, notre administration fiscale, jadis un corps d'élite, offre aujourd'hui, surtout dans son service extérieur, un spectacle affligeant!

Il faut d'ailleurs imputer en partie les moins-values fiscales au fait que les fonctionnaires de nos administrations fiscales, souvent mal équipés et mal payés, perdent leur motivation. C'est grave et dangereux. On ne peut « dégraisser » des administrations vitales pour l'Etat au point de compromettre leur fonctionnement.

De heren Buchmann en Pouillet hebben gesproken over de begroting in de staatshervorming.

Op het ogenblik is er geen reden om te vrezen dat het netto te financieren saldo van de centrale regering en van de deelregeringen een bijkomende last zou veroorzaken.

Globaal genomen houden de Gemeenschappen en de Gewesten zich aan, wat men noemt, het natuurlijk deficit. Dat wil zeggen het quatum dat in de financieringswet werd ingecalculleerd en bijgevolg in het netto te financieren saldo van 405 miljard is begrepen.

Het natuurlijk deficit, dat in de financieringswet wordt vastgelegd, wordt reeds overschreden (met 1 miljard) door de Franse Gemeenschap. De overschrijding van het deficit door de Franse Gemeenschap wordt slechts gecompenseerd door het gunstige resultaat bij het Waalse Gewest, waar men onder het natuurlijk deficit blijft. In het geheel beschouwd zijn er dus geen problemen.

Indien men wenst dat de staatshervorming een positieve bijdrage levert tot de sanering van de overheidsfinanciën, moeten er twee voorwaarden worden vervuld. Dit is geen pleidooi vanuit mijn politieke instelling, maar wel een objectieve vaststelling als minister van Begroting.

Ten eerste, indien men de Gemeenschappen en de Gewesten ertoe wil brengen ook in de komende jaren de budgettaire orthodoxie vol te houden, moet men hun een duidelijke verantwoordelijkheid ter zake geven. Zij hebben hiertoe een Parlement nodig dat scherp op de begrotingspolitiek van de Executieve kan toezien en dat zich als stem van de bevolking van de deelstaat geroepen voelt het financieel beleid van de eigen Executieve op de voet te volgen. Het is mijn absolute overtuiging dat het voltooiën van de derde fase van de staatshervorming zal leiden tot een grotere verantwoordelijkheidszin van de Gemeenschappen en de Gewesten bij het voeren van de budgettaire politiek.

De ervaring zal mijns inziens ook leren dat dit moet worden aangevuld met een grotere fiscale verantwoordelijkheid voor de Executieven. In het huidige stadium is de band tussen inkomsten en uitgaven nog zwak. Het overgrote deel van de middelen van de Gemeenschappen en de Gewesten bestaat uit gegarandeerde transfers van de nationale overheid, volgens een schema vastgelegd in de financieringswet. Momenteel kunnen politieke sancties dus alleen een effect hebben bij het beoordelen van de efficiëntie van de uitgavenbevoegdheid en niet van de efficiëntie van de inkomstenbevoegdheid, vermits die laatste bevoegdheid zeer beperkt is. Dit is dus de eerste voorwaarde.

De tweede voorwaarde is niet toe te geven aan de menselijke neiging tot recuperatie van de overgedragen bevoegdheden door de nationale overheid. Dit leidt immers tot dubbele uitgaven. Nu zijn er reeds personen die zeggen dat de centrale overheid nog plannen moet kunnen maken en initiatieven moet kunnen nemen op gebied van het leefmilieu, het wetenschappelijk onderzoek enzovoorts. Als men die weg opgaat, zullen wij natuurlijk een aantal zaken twee keer betalen. De Gemeenschappen en de Gewesten zullen zich de bevoegdheden die zij hebben gekregen, niet laten ontfutselen en zij zullen terecht, met de wetteksten in de hand, het recht opeisen om die bevoegdheden ten volle uit te oefenen.

Bij sommige administraties die onder de centrale overheid zijn gebleven, bestaat de neiging om taken uit te vinden en nieuwe activiteiten te ontwikkelen, opdat de omvang van de eigen diensten intact kan worden gehouden en kan worden gerechtvaardigd.

In de administratie spreekt men ter zake ook wel eens over de wet van Parkinson (*work expands to time available*). Als men dit niet streng in de hand houdt, zal men tot een inflatie van overheidsdiensten komen.

J'aborde à présent le cinquième et avant-dernier point. On a dit — notamment M. Henrion — que ce budget était celui de l'indécision. Or, je constate que l'effet « boule de neige » est arrêté. Certes, on peut ironiser à ce sujet et minimiser le phénomène que je ne cherche d'ailleurs pas à rendre sensationnel.

Depuis cinq ou six ans, on a matraqué la population en déclarant que l'effet « boule de neige » devait être stoppé; pour

cela, on a instauré des sauts d'index et bloqué les traitements; on a exigé des sacrifices dans tous les domaines.

En arrêtant cet effet « boule de neige », nous avons atteint un but qui représentait pour le précédent gouvernement un but-fétiche. Et les mêmes personnes tentent à présent de minimiser notre mérite. Ce n'est pas logique.

Certes, je ne prétends pas que notre gouvernement est le meilleur possible. Nous sommes simplement des hommes et des femmes de bonne volonté. Les affaires marchent bien, la conjoncture est excellente. Le chômage diminue bien que l'impact de cette diminution sur le budget est, à mon sens, quelque peu décevant. Nos parts de marché ont augmenté et notre balance extérieure se porte à merveille. Les entreprises tournent bien, le rendement est très élevé.

Nous n'avons pas perturbé par des mesures insensées — comme on le prétend parfois sur certains bancs — cette bonne conjoncture.

Comme tous les gouvernements, nous avons élaboré notre politique budgétaire, en décidant certaines mesures fiscales ou parafiscales.

Si tout cela est le fruit de l'indécision, mieux vaudrait peut-être gouverner en indécis!

Mme Delruelle-Ghobert. — Monsieur le Vice-Premier ministre, je m'étonne que vous puissiez parler de tout ceci avec sérieux! Si tout marche bien, ce n'est pas tellement grâce aux mesures que le gouvernement a prises et que j'attends toujours que vous me précisiez, mais bien en raison de l'excellente conjoncture internationale, dont la Belgique bénéficie. C'est dû également à la politique menée pendant six ans par les gouvernements précédents, dont la récolte ne s'engrange pas immédiatement mais au bout d'un certain nombre de mois et d'années, et qui porte maintenant son plein effet. Il faut être sincère et décrire la situation telle qu'elle est.

Je me réjouis comme vous de l'arrêt de l'effet « boule de neige », mais il suffit de prendre connaissance des commentaires émis par la Banque nationale pour se rendre compte qu'il est essentiellement dû à la situation d'expansion économique dans laquelle nous nous trouvons et pas tellement aux mesures prises par le gouvernement. Je vous attends donc au contrôle budgétaire de 1990.

M. Schiltz, Vice-Premier ministre et ministre du Budget et de la Politique scientifique. — Je veux bien l'admettre, madame Delruelle. Mais permettez-moi de me montrer quelque peu opposé à la méthode manichéenne qui consiste à dire, lorsque les affaires marchent bien, que ce n'est pas le mérite du gouvernement et lorsqu'elles marchent mal, que c'est la faute du gouvernement.

Par ailleurs, je n'ai jamais nié les mérites des gouvernements précédents. Je suis peut-être, au contraire, un des rares ministres qui les reconnaît ouvertement. J'avoue ne pas avoir inventé l'eau chaude.

Mme Delruelle-Ghobert. — Je suis heureuse de vous l'entendre dire! (*Sourires.*)

M. Schiltz, Vice-Premier ministre et ministre du Budget et de la Politique scientifique. — Il est évident que les mesures prises antérieurement ont eu un effet salutaire sur le rétablissement du rendement des entreprises. Cependant, permettez-moi de vous rappeler que nous sommes au pouvoir depuis mai 1988. Par conséquent, prétendre que tout ce qui se passe actuellement est uniquement dû au mérite du gouvernement précédent, est — vous en conviendrez — un argument qui se dévalorise chaque mois.

Mme Delruelle-Ghobert. — Je ne dis pas uniquement, mais en grande partie, monsieur le ministre.

M. Schiltz, Vice-Premier ministre et ministre du Budget et de la Politique scientifique. — Le fait que le franc belge se porte bien ...

Mme Delruelle-Ghobert. — Tant mieux !

M. Schiltz, Vice-Premier ministre et ministre du Budget et de la Politique scientifique. — Le fait que le franc belge se porte bien est indéniablement une donnée économique qui résulte de la politique budgétaire du gouvernement actuel.

Mme Delruelle-Ghobert. — Je vous rappelle qu'une dévaluation est intervenue.

M. Schiltz, Vice-Premier ministre et ministre du Budget et de la Politique scientifique. — Malgré tout le mal qu'on ait pu dire quant à la politique budgétaire menée par le gouvernement, je constate — je le répète — que le franc belge se porte bien.

Mme Delruelle-Ghobert. — J'en suis fort heureuse et je partage votre joie quant à la santé du franc belge. Cependant, lors de l'arrivée des libéraux au pouvoir, je vous rappelle qu'on a dû recourir à une dévaluation. Depuis lors, le franc belge s'est bien comporté et, comme vous, je suis heureuse qu'à l'heure actuelle, il continue à bien se porter.

Par ailleurs, je rappelle également que le solde à financer qui, à cette époque, se situait presque à 13 p.c., a été ramené à près de 8 p.c. A cet égard, il convient de remettre les choses au point.

M. Schiltz, Vice-Premier ministre et ministre du Budget et de la Politique scientifique. — Je n'ai jamais nié ce fait, madame, bien que ce résultat ait été obtenu par le biais d'un alourdissement important des charges parafiscales. Il convient également de rappeler qu'il s'agissait du fruit d'une conjoncture assez favorable sur le marché des capitaux. En outre, l'inflation était minime. Soyons honnêtes : en politique comme en affaires, personne ne peut accomplir des miracles.

M. de Wasseige. — Qui a payé ?

M. Schiltz, Vice-Premier ministre et ministre du Budget et de la Politique scientifique. — Ce phénomène est le résultat d'un ensemble d'éléments.

Cependant, je tiens à dire que si le monde financier avait pris à la lettre, pour peu qu'ils aient été fondés, tous les reproches formulés par l'opposition à l'encontre de la politique budgétaire de ce gouvernement, on aurait déjà enregistré les suites défavorables d'un manque de confiance sur les marchés financiers. Au contraire, je constate que sur les marchés des capitaux, la méfiance envers le gouvernement n'est pas de mise. En effet, la position du franc belge et l'abondance de l'offre sont telles que notre *rating* se trouve toujours parmi les meilleurs. Le monde financier, tant international que national — je le constate — ne porte pas un jugement négatif sur la politique budgétaire de l'actuel gouvernement. C'est là tout ce que je tenais à exprimer.

M. Boël. — La tenue du franc belge ne dépend pas, comme vous l'affirmez, de la politique budgétaire, mais essentiellement de notre commerce, du dynamisme de nos entreprises et de nos exportations.

M. Schiltz, Vice-Premier ministre et ministre du Budget et de la Politique scientifique. — Pas uniquement, monsieur Boël.

M. Boël. — En grande partie, en tout cas.

M. Schiltz, Vice-Premier ministre et ministre du Budget et de la Politique scientifique. — Vous savez très bien que le déficit de l'Etat et la confiance qu'ont les financiers dans la détermina-

tion du gouvernement à maîtriser les finances publiques jouent un rôle prépondérant dans l'évaluation internationale de notre monnaie.

M. Boël. — La majeure partie du déficit du budget est financée par les Belges. Une des caractéristiques extraordinaires de ce pays est, en effet, qu'il prête de l'argent à son propre gouvernement. C'est la raison pour laquelle les étrangers se préoccupent très peu de notre déficit budgétaire. Ils voient une Belgique dynamique. Vous avez vous-même reconnu que la Belgique était le pays qui jouissait de la situation la plus favorable quant à son commerce extérieur, à sa productivité, à sa production, à son développement et qui pouvait se prévaloir d'un des taux d'inflation les plus bas. Cette dynamique renforce notre franc.

M. Schiltz, Vice-Premier ministre et ministre du Budget et de la Politique scientifique. — Je suppose que chacun aime à mettre en lumière ses propres mérites !

Dat wij dit hebben gedaan zonder het sociaal weefsel grondig te verstoren, acht ik een positief punt voor de regering. Wij hebben niet in het wilde weg gehakt. Het is wijs geweest om de sociale verworvenheden te behouden zonder over te gaan tot roekeloze inhaalbewegingen of roekeloze ingrepen. U weet dat ik een voorstander ben van het consensusmodel. Dit consensusmodel werd zwaar op de proef gesteld in de voorbije jaren. Wij hebben onze begrotingsdoeleinden vastgelegd. Wij trachten deze te bereiken met behoud van de sociale consensus. Dat is een bewuste politieke filosofie die door de regering wordt gevolgd. Het verwijt van onbeslistheid of dat wij geen visie hebben op het beleid is onterecht.

De uiteenzetting van de heer Hatry heeft mij een glimlach ontlokt. Immers, wanneer ik de filosofie van zijn uiteenzetting naast die van de heer Verhofstadt plaats, dan zie ik dat er in de liberale familie twee geheel tegengestelde meningen tot uiting komen. De heer Verhofstadt zweert bij numerieke doeleinden die hoe dan ook moeten worden gehaald, terwijl de heer Hatry hier met rethorische zwier al de numerieke normen van de tafel heeft geveegd. Hij heeft gezegd dat het daar niet om gaat, maar dat men een visie en een strategie moet hebben en dat al die procenten meer of minder niet veel belang hebben. Dat heeft mij erg verwonderd van zijnentwege.

Mijnheer de Voorzitter, zo kom ik tot mijn conclusie. In de uiteenzetting van de heer Appeltans heeft mij een uitdrukking getroffen. Hij heeft gesproken van de nachtmerrie van de rijks-schuld. Dit is ondanks de schitterende conjunctuur die wij beleven met alle goede aspecten daaraan verbonden, helaas een realiteit.

Men moet de bevolking niet met doemdenken overvallen en men hoeft geen boeteprediker te zijn, want dat zal ons niet vooruit helpen. Men moet er zich echter op alle niveaus waar beslissingsverantwoordelijkheden worden gedragen, bewust van zijn, dat die grote rijksschuld helaas nog steeds een nachtmerrie is.

Immers, mocht de conjunctuur plots kantelen, dan stevenen wij regelrecht af op een budgettaire catastrofe en zouden wij de bevolking zeer grote offers moeten vragen. Wanneer wij de Europese integratie en het openstellen van de Europese markten zouden moeten ondergaan in een periode van laagconjunctuur en met de huidige budgettaire gegevens van de schuld, dan zou ons sociaal stelsel wel eens in zijn voegen kunnen kraken. Daarvan moet men zich bewust zijn. Het stilvallen van de rentesneeuwbal is daarvoor geen oplossing. Ik wens dit te beklemtonen. Het is wel een fase en een noodzakelijke voorwaarde op de weg naar de fundamentele sanering. Wij moeten echter verder gaan. Wij zijn dermate budgettair gevoelig voor iedere ongunstige evolutie van het rentepeil, om alleen daarvan te spreken, dat wij inderdaad op het scherp van het mes leven.

En toch leven we in één van de rijkste landen van West-Europa met een zeer hoge gemiddelde levensstandaard, die niet steunt op een paar zeer rijke families en voor de rest een arme bevolking. De welvaart is bij ons goed gespreid, wat economisch gezien een element van stabiliteit is.

Welnu, de Staat van dit rijke land leeft met de strop van de schuld om de hals. En die kan op elk ogenblik worden dichtgetrokken. Het is de bedoeling van de regering het land van die dreiging te verlossen. Dit zal niet in eenmaal gaan. Degenen die beweren dit dank zij de hoogconjunctuur in één à twee jaar te kunnen regelen zonder het stelsel te kraken, maken zichzelf en de bevolking wat wijs. Dit is een opgave die gedurende een aantal jaren een volgehouden politiek zal vergen. Welke regering de huidige ook opvolgt en welke ook haar samenstelling zal zijn, zij zal precies met hetzelfde probleem worden geconfronteerd. Deze begroting is een eerlijke stap in de goede richting en dat is de reden waarom ik de meerderheid vraag de begroting met vertrouwen goed te keuren. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, verklaar ik voor gesloten de algemene bespreking van de Rijksmiddelenbegroting, alsmede die over de afdelingen Rijksschuld, Financiën, Dotatiën, Dotatiën aan de Gemeenschappen en Gewesten van het ontwerp van wet houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1990.

Plus personne ne demandant la parole, je déclare close la discussion générale du budget des Voies et Moyens et celle des sections Dette publique, Finances, Dotations, Dotations aux Communautés et Régions du projet de loi contenant le budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1990.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSMIDDELEN-BEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1990

Beraadslaging en stemming over artikelen

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1990

Discussion et vote d'articles

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1990.

Nous abordons l'examen des articles du projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1990.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles des deux tableaux, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de twee tabellen, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir documents nos 796-1 et 2, session 1989-1990, du Sénat.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stukken nrs. 796-1 en 2, zitting 1989-1990, van de Senaat.*)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés:

Article 1^{er}. Pour l'année budgétaire 1990, les recettes courantes de l'Etat sont évaluées:

Pour les recettes fiscales, à	F	1 044 386 600 000
Pour les recettes non fiscales, à		58 845 200 000

Soit ensemble F 1 103 231 800 000 conformément au Titre I du tableau ci-annexé.

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 1990 worden de lopende ontvangsten van de Staat geraamd:

Voor de fiscale ontvangsten, op	F	1 044 386 600 000
Voor de niet-fiscale ontvangsten, op		58 845 200 000

Zegge te samen F 1 103 231 800 000 overeenkomstig Titel I van de hierbijgaande tabel.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 1990, les recettes en capital sont évaluées à la somme de 7 399 700 000 francs, conformément au Titre II du tableau ci-annexé.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 1990 worden de kapitaalontvangsten geraamd op de som van 7 399 700 000 frank, overeenkomstig Titel II van de hierbijgaande tabel.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Les impôts directs et indirects, en principal et décimes additionnels au profit de l'Etat, existant au 31 décembre 1989, seront recouvrés pendant l'année 1990 d'après les lois, arrêtés et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception, y compris les lois, arrêtés et tarifs qui n'ont qu'un caractère temporaire ou provisoire.

Art. 3. De op 31 december 1989 bestaande directe en indirecte belastingen, in hoofdsom en opdecimen ten behoeve van de Staat, worden tijdens het jaar 1990 ingevorderd volgens de wetten, besluiten en tarieven waarbij de zetting en invordering ervan worden geregeld, met inbegrip van de wetten, besluiten en tarieven die slechts een tijdelijk of voorlopig karakter hebben.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. L'application des articles 3 et 4, § 1^{er}, de la loi du 28 décembre 1954 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1955, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1990.

Art. 4. De toepassing van de artikelen 3 en 4, § 1, van de wet van 28 december 1954, houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1955, is verlengd tot 31 december 1990.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Le Roi peut, dans les limites et aux conditions qu'il détermine, accorder des exonérations fiscales aux revenus des emprunts qui seraient émis en 1990, à l'étranger par l'Etat, les Communautés, les Régions, les provinces, les agglomérations, les communes et les établissements ou organismes publics.

Art. 5. De Koning kan, binnen de perken en onder de voorwaarden die Hij bepaalt, vrijstelling van belasting verlenen voor de inkomsten van leningen die in 1990 door de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provinciën, de agglomeraties, de gemeenten en de openbare instellingen of organismen in het buitenland zouden worden uitgegeven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. § 1^{er}. Le Roi est autorisé à couvrir par des emprunts, lesquels peuvent être émis tant en Belgique qu'à l'étranger, en francs belges qu'en monnaies étrangères:

1^o L'excédent des dépenses du budget de l'année 1990 sur les recettes;

2^o Le remboursement, à l'échéance finale, des obligations non encore amorties des emprunts de l'Etat:

- 14 p.c. 1982-1990
- 13,75 p.c.-14 p.c. 1982-1986-1990
- 11,40 p.c. 1985-1990
- 11,25 p.c. 1983-1990
- 11,60 p.c. 1985-1990;

3° Le remboursement, à l'échéance finale, des emprunts:

- 8,88 p.c. 1980-1990 de DEM 50 000 000
- 10 p.c. 1980-1990 de DEM 100 000 000
- 6 p.c. 1984-1990 de CHF 122 000 000
- 7 3/8 p.c. 1985-1990 de DEM 120 000 000
- 7,50 p.c. 1985-1990 de NLG 100 000 000
- 1986-1990 à taux d'intérêt révisable de DEM 200 000 000
- 1986-1990 à taux d'intérêt révisable de DEM 200 000 000
- 8,50 p.c. 1980-1990 du *Dienst voor de scheepvaart* de DEM 100 000 000;

4° Le remboursement à l'échéance finale de divers emprunts *Medium term notes* à concurrence de USD 259 000 000 DEM 173 028 600 et CHF 325 947 550;

5° La partie de l'emprunt 1983-1990-1994 qui, en exécution des modalités d'émission, serait remboursée par anticipation en 1990;

6° Les réductions éventuelles, conformément aux conventions d'emprunt, du capital de certaines tranches de crédits en monnaies étrangères à taux d'intérêt variable;

7° Le remboursement anticipé de tout ou parties d'emprunts ou crédits à taux d'intérêt fixe, révisable ou variable, libellés en francs belges ou en monnaies étrangères, dont l'Etat pourrait prendre éventuellement l'initiative en 1990, conformément aux clauses contractuelles des conventions d'emprunt;

8° Les soldes éventuels découlant des opérations de gestion de la dette publique visées au § 2, 2°, ci-dessous;

9° Toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor.

Les produits d'emprunt affectés à ces dépenses seront versés comme fonds spéciaux à la section particulière du budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1990 qui supportera l'imputation de ces dépenses.

§ 2. Le ministre des Finances est autorisé:

1° A créer des certificats de trésorerie, bons du Trésor ou autres instruments de financement portant intérêt, à concurrence du montant des emprunts à contracter éventuellement, et à conclure toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor, et ce aussi bien en Belgique qu'à l'étranger, en francs belges qu'en monnaies étrangères.

Les instruments de financement libellés en francs belges pourront être représentés par des inscriptions nominatives dans un grand-livre ouvert à cette fin, par espèce d'instrument, auprès de l'administration de la Trésorerie et tenu par des procédés informatiques.

2° En ce qui concerne les emprunts privés émis par l'Etat en Belgique ou à l'étranger, à adapter, en accord avec les prêteurs, les conditions et les termes de remboursement ou, en général, à conclure des contrats de gestion dans ces mêmes matières.

Les opérations de gestion conclues en fin d'année 1989, dont la disposition sur produit d'emprunt n'intervient qu'en 1990, seront rattachées à cette dernière année budgétaire.

La partie des emprunts consolidés conclus en fin d'année 1989 dont le produit est versé au profit de l'Etat au début de l'année 1990, est imputée en recettes au budget de l'année 1990;

3° Par dérogation à l'article 6 de la loi du 2 août 1955 portant suppression du Fonds d'amortissement de la dette publique et des articles 6 et 7 de l'arrêté royal du 27 février 1956 réglant le fonctionnement de la Caisse d'amortissement créée par ladite loi:

a) A arrêter les mesures permettant à la Caisse d'amortissement d'utiliser les dotations contractuelles d'amortissement également au rachat des titres de la dette publique consistant en inscriptions nominatives dont les modalités sont fixées par l'arrêté royal du 6 août 1951 réglant le Service de la dette publique, sans devoir au préalable les convertir ou reconvertir en titres au porteur;

b) A maintenir en dépôt auprès du Caissier de l'Etat, des titres au porteur rachetés pour l'amortissement, afin de les affecter, si nécessaire, à la conversion d'inscriptions nominatives.

Art. 6. § 1. De Koning wordt gemachtigd te dekken door leningen, uitgegeven zowel in België als in het buitenland, zowel in Belgische frank als in vreemde munt:

1° Het excédent van de uitgaven op de ontvangsten van de begroting voor het jaar 1990;

2° De terugbetaling, op de eindvervaldag, van de nog niet-afgeloste obligaties van de staatsleningen:

- 14 pct. 1982-1990
- 13,75 pct.-14 pct. 1982-1986-1990
- 11,40 pct. 1985-1990
- 11,25 pct. 1983-1990
- 11,60 pct. 1985-1990;

3° De terugbetaling, op de eindvervaldag, van de leningen:

- 8,88 pct. 1980-1990 groot DEM 50 000 000
- 10 pct. 1980-1990 groot DEM 100 000 000
- 6 pct. 1984-1990 groot CHF 122 000 000
- 7 3/8 pct. 1985-1990 groot DEM 120 000 000
- 7,50 pct. 1985-1990 groot NLG 100 000 000
- 1986-1990 met herzienbare rentevoet groot DEM 200 000 000
- 1986-1990 met herzienbare rentevoet groot DEM 200 000 000
- 8,50 pct. 1980-1990 van de Dienst voor de scheepvaart groot DEM 100 000 000;

4° De terugbetaling op de eindvervaldag van diverse leningen *Medium term notes* ten bedrage van USD 259 000 000, DEM 173 028 600 en CHF 325 947 550;

5° Het gedeelte van de lening 1983-1990-1994 dat, in uitvoering van de uitgiftemodaliteiten in 1990 vervroegd zou worden terugbetaald;

6° De eventuele vermindering, in overeenstemming met de leningsovereenkomsten, van het kapitaal van sommige tranches van kredieten in vreemde munt met variabele rentevoeten;

7° De gehele of gedeeltelijke vervroegde terugbetaling van leningen of kredieten tegen vaste, herzienbare of veranderlijke rentevoet, uitgedrukt in Belgische frank of in vreemde munt, waartoe de Staat in 1990 zou beslissen, overeenkomstig de termen van de leningsovereenkomsten;

8° De eventuele saldi voortvloeiend uit beheersverrichtingen van de Staatsschuld bedoeld in § 2, 2°, hieronder;

9° Elke financiële beheersverrichting verwezenlijkt in het algemeen belang van de Schatkist.

De leningsopbrengsten die aangewend worden tot deze uitgaven zullen worden gestort als speciale fondsen op de afzonderlijke sectie van de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1990, waarop deze uitgaven zullen worden aangerekend.

§ 2. De minister van Financiën wordt ertoe gemachtigd:

1° Schatkistcertificaten, schatkistbons of andere rentegevende financieringsvormen te creëren, ten belope van het bedrag van de eventueel af te sluiten leningen, en elke financiële beheersverrichting aan te gaan verwezenlijkt in het algemeen belang van de Schatkist, en dit zowel in België als in het buitenland en zowel in Belgische frank als in vreemde munt.

De financiële instrumenten uitgedrukt in Belgische frank kunnen worden vertegenwoordigd door nominatieve inschrijvingen in een hiertoe geopend grootboek, bijgehouden bij de administratie der Thesaurie aan de hand van een geautomatiseerd systeem;

2° Wat de privé-leningen door de Staat in België of in het buitenland uitgegeven betreft, in akkoord met de geldgevers, de voorwaarden en terugbetalingstermijnen aan te passen of, in het algemeen, beheersovereenkomsten af te sluiten.

De op het einde van het jaar 1989 aangegane beheersverrichtingen waarvan de beschikking van de leningsopbrengst slechts in 1990 plaatsheeft, worden aan laatstgenoemd begrotingsjaar verbonden.

Het gedeelte van de geconsolideerde leningen afgesloten op het einde van 1989 en waarvan de opbrengst gestort wordt ten behoeve van de Staat in het begin van het jaar 1990, zal als ontvangst worden aangerekend op de begroting van het jaar 1990;

3° In afwijking van artikel 6 van de wet van 2 augustus 1955 houdende opheffing van het Fonds voor aflossing van de staatsschuld en van de artikelen 6 en 7 van het koninklijk besluit van 27 februari 1956 tot regeling van de werking van de Amortisatiekas opgericht door genoemde wet:

a) Maatregelen te treffen die de Amortisatiekas toelaten contractuele aflossingsdotaties eveneens te gebruiken tot terugkoop van effecten van de staatsschuld onder de vorm van nominatieve inschrijvingen waarvan de modaliteiten zijn vastgesteld in het koninklijk besluit van 6 augustus 1951 tot regeling van de Dienst van de staatsschuld, zonder deze vooraf om te zetten of opnieuw om te zetten in effecten aan toonder;

b) De voor amortisatie teruggekochte toonder-effecten in bewaring bij de Rijkskassier te geven, om deze zo nodig aan te wenden voor de omzetting van inschrijvingen op naam.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Par dérogation à l'article 17 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935, coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934, le taux des intérêts à bonifier en 1989 aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des dépôts et consignations, sera fixé par le ministre des Finances.

Art. 7. In afwijking van artikel 17 van het koninklijk besluit nr. 150 van 18 maart 1935 tot samschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas en tot aanbrenging van de wijzigingen daarin, krachtens de wet van 31 juli 1934, zal de rentevoet van de in 1989 uit te keren intresten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, vrijwillige deposito's en borgtochten van alle categorieën door de minister van Financiën worden vastgesteld.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. Pour les projets relevant de leur compétence, en vue de la mise en œuvre de l'article 5, § 1^{er}, du règlement (CEE) n° 1941/81 concernant un programme de développement intégré pour les zones défavorisées de la Belgique, les moyens financiers à effectuer sont versés au fonds spécial ouvert à cet effet au Titre IV, section particulière, des budgets des Régions.

Ces moyens financiers sont prélevés sur les remboursements au Trésor belge que les Communautés européennes sont tenues d'effectuer, au titre de frais de perception, aux termes de l'article 3, 1^o, cinquième alinéa, de la décision du 21 avril 1970 du Conseil des ministres des Communautés européennes relative au remplacement des contributions des Etats membres par des

ressources propres aux Communautés européennes, approuvée par la loi du 23 décembre 1970.

Les montants à transférer sont déterminés par le ministre des Finances en fonction des concours décidés ou prévus par la Commission des Communautés européennes.

Art. 8. Met het oog op de uitvoering van artikel 5, § 1, van de verordening (EEG) nr. 1941/81 betreffende een geïntegreerd ontwikkelingsprogramma voor de achtergebleven gebieden van België, worden de financiële middelen voor de projecten die onder hun bevoegdheid vallen, gestort op een speciaal daartoe geopend fonds op Titel IV, afzonderlijke sectie, van de begroting van de Gewesten.

Deze financiële middelen worden voorafgenomen op de terugbetalingen aan de Belgische Schatkist, waartoe de Europese Gemeenschappen gehouden zijn luidens artikel 3, 1^o, vijfde lid, van het besluit van 21 april 1970 van de Raad van ministers van de Europese Gemeenschappen betreffende de vervanging van de financiële bijdragen van de lid-staten door eigen middelen van de Europese Gemeenschappen, goedgekeurd door de wet van 23 december 1970.

De over te hevelen bedragen worden bepaald door de minister van Financiën, zoals beslist of voorzien door de EEG-Commissie.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. L'article 3 de la loi du 25 juillet 1988 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1988, modifié par l'article 9 de la loi du 18 avril 1989 ajustant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1989, est remplacé par les dispositions suivantes:

« § 1^{er}. Conformément à l'article 9 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, et en ce qui concerne les ristournes encore dues par l'Etat au 31 décembre 1988, les montants globaux des impôts et perceptions ristournés, d'une part, à la Région flamande et à la Région wallonne et, d'autre part, à la Communauté flamande et à la Communauté française sont fixés respectivement à 15 256 401 000 francs et à 15 543 619 000 francs pour l'année budgétaire 1988.

§ 2. Conformément à l'article 56, 3^o, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, le montant des ristournes à la Communauté germanophone est fixé à 90 679 000 francs pour l'année budgétaire 1988.

§ 3. La part réservée de la redevance radio et télévision de Bruxelles-Capitale pour 1988, soit 28 955 000 francs, n'est pas attribuée.

§ 4. Les crédits de 1988 relatifs aux organismes à transférer en 1989 et les différences en faveur de la Région flamande soit 4 079 900 000 francs, de la Communauté flamande soit 434 160 000 francs, de la Communauté française soit 153 604 000 francs, de la Région wallonne soit 1 500 200 000 francs et de la Communauté germanophone soit 2 149 000 francs, ne sont pas attribués. »

Art. 9. Artikel 3 van de wet van 25 juli 1988 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1988 gewijzigd door artikel 9 van de wet van 18 april 1989 houdende aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1989, wordt vervangen door de volgende bepalingen:

« § 1. Overeenkomstig artikel 9 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wat de door de Staat op 31 december 1988 verschuldigde *ristorno's* betreft, worden de totale bedragen van de geristorneerde belastingen en heffingen voor het begrotingsjaar 1988 voor het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest enerzijds, en de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap anderzijds, op respectievelijk 15 256 401 000 frank en 15 543 619 000 frank vastgesteld.

§ 2. Overeenkomstig artikel 56, 3^o, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, wordt het *ristornobedrag* aan de Duitstalige

Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1988 op 90 679 000 frank vastgesteld.

§ 3. Het niet-verdeeld gedeelte van het kijk- en luistergeld uit Brussel-Hoofdstad voor 1988, zijnde 28 955 000 frank, wordt niet toegewezen.

§ 4. De kredieten voor 1988 betreffende de in 1989 over te dragen instellingen en de verschillen ten voordele van het Vlaamse Gewest zijnde 4 079 900 000 frank, van de Vlaamse Gemeenschap zijnde 434 160 000 frank, van de Franse Gemeenschap zijnde 153 604 000 frank, van het Waalse Gewest zijnde 1 506 200 000 frank en van de Duitstalige Gemeenschap zijnde 2 149 000 frank, worden niet toegewezen.

— Adopté,

Aangenomen.

Art. 10. Conformément à l'article 53, 1^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les moyens financiers des Régions, en provenance des impôts régionaux, sont estimés pour l'année budgétaire 1990 à 8 283 400 000 francs pour la Région de Bruxelles-Capitale; à 19 784 200 000 francs pour la Région flamande et à 10 430 600 000 francs pour la Région wallonne.

Art. 10. Overeenkomstig artikel 53, 1^o, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, worden de financiële middelen der Gewesten voortvloeiend uit de gewestelijke belastingen, voor het begrotingsjaar 1990 geraamd op 8 283 400 000 frank voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest; op 19 784 200 000 frank voor het Vlaamse Gewest en op 10 430 600 000 frank voor het Waalse Gewest.

— Adopté,

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 11 est ainsi rédigé:

Art. 11. Conformément à l'article 53, 2^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les moyens financiers des Communautés, en provenance des parties attribuées du produit d'impôts et de perceptions, sont estimés pour l'année budgétaire 1990 à 170 783 100 000 francs pour la Communauté française et à 224 855 800 000 francs pour la Communauté flamande.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 53, 2^o, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, worden de financiële middelen van de Gemeenschappen afkomstig uit de toegewezen gedeelten van de opbrengst van de belastingen en heffingen voor het begrotingsjaar 1990 geraamd op 170 783 100 000 frank voor de Franse Gemeenschap en op 224 855 800 000 voor de Vlaamse Gemeenschap.

M. Monfils et consorts proposent les amendements que voici:

« A cet article, porter le montant de 170 783 100 000 francs à 172 745 892 000 francs et le montant de 224 855 800 000 francs à 228 375 174 000 francs. »

« In dit artikel de bedragen van 170 783 100 000 frank en van 224 855 800 000 frank respectievelijk te brengen op 172 745 892 000 frank en 228 375 174 000 frank. »

Subsidiairement:

« A cet article, porter le montant de 170 783 100 000 francs à 172 047 140 000 francs et le montant de 224 855 800 000 francs à 227 122 280 000 francs. »

Subsidiar:

« In dit artikel de bedragen 170 783 100 000 frank en 224 855 800 000 frank respectievelijk te brengen op 172 047 140 000 frank en 227 122 280 000 frank. »

Subsidiairement:

« A cet article, porter le montant de 170 783 100 000 francs à 171 348 390 000 francs et le montant de 224 855 800 000 francs à 225 868 586 000 francs. »

Subsidiar:

« In dit artikel de bedragen 170 783 100 000 frank en 224 855 800 000 frank respectievelijk te brengen op 171 348 390 000 frank en 225 868 586 000 frank. »

La parole est à Mme Delruelle.

Mme Delruelle-Ghobert. — Monsieur le Président, je voudrais justifier l'amendement de M. Monfils. Le budget des Voies et Moyens fixe les moyens financiers des Communautés en se fondant notamment sur une ristourne de 71,91 p.c. des redevances radio-télévision.

Or, ces derniers temps, des bruits contradictoires ont couru sur l'éventuelle intention du gouvernement de dépasser ce pourcentage et de transférer éventuellement la totalité des redevances aux Communautés.

C'est la raison pour laquelle nous avons introduit un amendement tendant à transférer l'intégralité du produit de la redevance. Pourquoi? Parce que, du côté de la Communauté française notamment, on éprouve de grandes difficultés à équilibrer le budget en raison de l'insuffisance des moyens mis à sa disposition, en vertu de la loi spéciale de financement des Communautés et des Régions.

Les divers amendements subsidiaires tendent à transférer 90 ou 80 p.c. du produit de la redevance, au cas où les 100 p.c. ne seraient pas acceptés. Je n'énumérerai pas les chiffres — il s'agit de centaines de milliards — mais les calculs ont été effectués sur la base des chiffres qui figuraient au budget.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 11 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 11 worden aangehouden.

Art. 12. Conformément à l'article 53, 3^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les moyens financiers des Régions, en provenance de la partie attribuée du produit d'impôt, sont estimés pour l'année budgétaire 1990 à 19 952 600 000 francs pour la Région de Bruxelles-Capitale, à 93 615 600 000 francs pour la Région flamande et à 66 267 300 000 francs pour la Région wallonne.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 53, 3^o, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, worden de financiële middelen der Gewesten, afkomstig uit het toegewezen gedeelte van de opbrengst der belasting voor het begrotingsjaar 1990, geraamd op 19 952 600 000 frank voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest; op 93 615 600 000 frank voor het Vlaamse Gewest en op 66 267 300 000 frank voor het Waalse Gewest.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 13 est ainsi libellé:

Art. 13. Conformément à l'article 56, 3^o, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, le montant des ristournes à la Communauté germanophone pour l'année budgétaire 1990 est estimé à 81 305 000 francs.

La redevance radio et télévision est attribuée en partie pour la constitution de ce montant des ristournes. Les recettes attribuées sont versées à un fonds spécial, ouvert à la section particulière du budget du ministère des Finances.

En attendant l'attribution définitive prévue à l'article 1^{er}, § 3 et § 4, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, des acomptes peuvent être accordés à la Communauté germanophone par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 56, 3^o, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap wordt het ristornobedrag aan de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990 op 31 305 000 frank geraamd.

Voor de vorming van de ristornobedragen wordt het kijk- en luistergeld gedeeltelijk toegewezen. De toegewezen ontvangsten worden gestort op een speciaal fonds opgericht op de afzonderlijke sectie van de begroting van het ministerie van Financiën.

In afwachting van de definitieve toewijzing voorzien in artikel 11, § 3 en § 4, van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, mogen voorschotten worden verleend aan de Duitstalige Gemeenschap bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

M. Monfils et consorts proposent les amendements que voici :

« Au premier alinéa de cet article, porter le montant de 81 305 000 francs à 112 734 383 francs. »

« In het eerste lid van dit artikel het bedrag 81 305 000 frank te brengen op 112 734 383 frank. »

Subsidiairement :

« Au premier alinéa de cet article, porter le montant de 81 305 000 francs à 101 760 000 francs. »

Subsidiar :

« In het eerste lid van dit artikel het bedrag 81 305 000 frank te brengen op 101 760 000 frank. »

Subsidiairement :

« Au premier alinéa de cet article, porter le montant de 81 305 000 francs à 90 452 000 francs. »

Subsidiar :

« In het eerste lid van dit artikel het bedrag 81 305 000 frank te brengen op 90 452 000 frank. »

La parole est à Mme Delruelle.

Mme Delruelle-Ghobert. — Monsieur le Président, ces amendements ont été introduits dans le même esprit que les précédents.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 13 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 13 worden aangehouden.

Art. 14. Les recettes au profit des Communautés et des Régions sont versées, selon le cas, soit à un fonds spécial ouvert à la section particulière du budget du ministère des Finances, soit à un compte d'ordre de Trésorerie.

Art. 14. De ontvangsten ten voordele van de Gemeenschappen en de Gewesten worden naargelang van het geval, gestort hetzij op een speciaal fonds opgericht op de afzonderlijke sectie van de begroting van het ministerie van Financiën hetzij op een rekening van de ordeverrichtingen van de Thesaurie.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 15. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990.

Art. 15. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1990.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

De aangehouden stemmingen en de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel hebben later plaats.

Le Sénat se réunira demain, jeudi 23 novembre 1989, à 10 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, donderdag 23 november 1989, te 10 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 21 h 30 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 21 h 30 m.)

